

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 18 novembre 2019**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>56</b>	<b>19</b>

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Syndicat Intercommunal de l'Esteron et  
du Var Inférieurs SIEVI - Modification  
substitution

<div><div><div></div></div><div>Original</div></div> <div><div><div></div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.174

Date de la convocation :  
**Le 12/11/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **-2 DEC. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

**ABSENTS :**

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Patrice COLOMB-PONTOIRE**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées

A cette date, la C.A.S.A. se verra donc transférer cette compétence de plein droit par ses vingt-quatre (24) communes membres.

A ce titre, par délibérations n°CC.2019.032 et n° CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement à ce transfert. Ces délibérations ont été transmises aux conseils municipaux des communes membres afin qu'ils se prononcent également à leur tour.

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T., à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. sera substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable et en matière d'assainissement des eaux usées et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale.

En application de l'article L.5711-3 du C.G.C.T., la C.A.S.A. disposera d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres avant le transfert de la compétence « eau potable » et « assainissement des eaux usées ».

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de la C.A.S.A., pour chacun des syndicats concernés, de délibérer pour prendre acte de la mise en œuvre de ce mécanisme de représentation-substitution au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pour désigner les délégués élus qui représenteront la C.A.S.A. au sein des comités syndicaux.

Le Syndicat Intercommunal de l'Estéron et du Var Inférieur (ci-après le S.I.E.V.I.) est compétent en matière de production, distribution et stockage d'eau potable et assainissement non-collectif.

Le S.I.E.V.I. est actuellement composé des communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE, SAINT PAUL DE VENCE et TOURETTES SUR LOUP, membres de la C.A.S.A., qui disposent au total de 18 délégués titulaires et de 18 délégués suppléants siégeant au sein du comité syndical. Il est également composé de communes membres de la Communauté de Communes des Alpes d'Azur.

Les communes de BEZAUDUN, BOUYON, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE et TOURETTES SUR LOUP ont adhéré au titre des compétences eau potable et assainissement des eaux usées. La commune de SAINT PAUL DE VENCE n'a adhéré qu'au titre de la compétence eau potable. La commune de CAUSSOLS n'a adhéré qu'au titre de la compétence assainissement non collectif.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. se substituera aux communes précitées et deviendra membre du S.I.E.V.I.

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de désigner 18 délégués titulaires et 18 délégués suppléants appelés à siéger au sein du comité syndical du S.I.E.V.I.



**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe » ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « eau potable » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « assainissement des eaux usées » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** les statuts du S.I.E.V.I. et notamment leur article 8 ;

**Considérant** que l'article 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « NOTRe » prévoit que les communautés d'agglomération exerceront à titre obligatoire les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Considérant** que l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T. dispose qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les communautés d'agglomération se substitueront à leurs communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable et en matière d'assainissement des eaux usées et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale ;

**Considérant** que l'article L.5711-3 du C.G.C.T. dispose que, dans cette hypothèse, la communauté d'agglomération nouvellement membre du syndicat dispose d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres ;

**Considérant** que le S.I.E.V.I. est compétent en matière de production, distribution et stockage d'eau potable et assainissement non-collectif ;

**Considérant** que la C.A.S.A. se substituera de plein droit aux communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE, SAINT PAUL DE VENCE et TOURETTES SUR LOUP au sein du S.I.E.V.I. au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Considérant** que le Conseil communautaire doit prendre acte du fait que la C.A.S.A. sera membre du S.I.E.V.I. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 en application du mécanisme de représentation-substitution précité ;

**Considérant** que le Conseil Communautaire doit désigner 18 délégués titulaires et 18 délégués suppléants ;

**Considérant** les candidatures suivantes :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	TAGGIASCO Gilles	LEWICKI Virginie
2	POSSONI Jean-Louis	RODRIGUES Laetitia
3	MASCARELLI Jean Pierre	MONI Jean Pierre
4	GACHET Renée Paule	SCHNEIDER Gilles
5	HUGUES Gilbert	FRANCONIERI Christophe
6	CHAMBARD Jean Pierre	BEN SOUSSAN-CASTEL Stephane
7	TRASTOUR René	BAMBINI René

<b>8</b>	BINARELLI Mathieu	BAMBINI Cacilia
<b>9</b>	DAO Corinne	CONTET Michel
<b>10</b>	MINGHELLI Maurice	LEFEBVRE Pascal
<b>11</b>	BERENGER Claude	BERENGER Serge
<b>12</b>	TOSSAN Philippe	TOSSAN Georges
<b>13</b>	VALETTE Joseph	GRITTERET Eddie
<b>14</b>	BALDINI Murielle	STEZYCKI Jacqueline
<b>15</b>	LE CHAPELAIN Joseph	DELORD Jean Michel
<b>16</b>	CAMILLA Jean Pierre	SOUMBOU Patrick
<b>17</b>	BAGARIA Damien	CARNIATO Fabrice
<b>18</b>	SOLAL Denys	MEUNIER Jean Louis

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le conseil accepte à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera aux communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE, SAINT PAUL DE VENCE et TOURETTES SUR LOUP au sein du S.I.E.V.I. à compter du 1er janvier 2020 ;
- désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité Syndical du S.I.E.V.I. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

	<b>Candidats titulaires</b>	<b>Candidats suppléants</b>
<b>1</b>	TAGGIASCO Gilles	LEWICKI Virginie
<b>2</b>	POSSONI Jean-Louis	RODRIGUES Laetitia
<b>3</b>	MASCARELLI Jean Pierre	MONI Jean Pierre
<b>4</b>	GACHET Renée Paule	SCHNEIDER Gilles
<b>5</b>	HUGUES Gilbert	FRANCONIERI Christophe
<b>6</b>	CHAMBARD Jean Pierre	BEN SOUSSAN-CASTEL Stephane
<b>7</b>	TRASTOUR René	BAMBINI René
<b>8</b>	BINARELLI Mathieu	BAMBINI Cacilia
<b>9</b>	DAO Corinne	CONTET Michel
<b>10</b>	MINGHELLI Maurice	LEFEBVRE Pascal
<b>11</b>	BERENGER Claude	BERENGER Serge
<b>12</b>	TOSSAN Philippe	TOSSAN Georges
<b>13</b>	VALETTE Joseph	GRITTERET Eddie
<b>14</b>	BALDINI Murielle	STEZYCKI Jacqueline
<b>15</b>	LE CHAPELAIN Joseph	DELORD Jean Michel
<b>16</b>	CAMILLA Jean Pierre	SOUMBOU Patrick
<b>17</b>	BAGARIA Damien	CARNIATO Fabrice
<b>18</b>	SOLAL Denys	MEUNIER Jean Louis

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera aux communes de BEZAUDUN, BOUYON, CAUSSOLS, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE, SAINT PAUL DE VENCE et TOURETTES SUR LOUP au sein du S.I.E.V.I. à compter du 1er janvier 2020 ;
- désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité Syndical du S.I.E.V.I. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	TAGGIASCO Gilles	LEWICKI Virginie
2	POSSONI Jean-Louis	RODRIGUES Laetitia
3	MASCARELLI Jean Pierre	MONI Jean Pierre
4	GACHET Renée Paule	SCHNEIDER Gilles
5	HUGUES Gilbert	FRANCONIERI Christophe
6	CHAMBARD Jean Pierre	BEN SOUSSAN-CASTEL Stephane
7	TRASTOUR René	BAMBINI René
8	BINARELLI Mathieu	BAMBINI Cacilia
9	DAO Corinne	CONTET Michel
10	MINGHELLI Maurice	LEFEBVRE Pascal
11	BERENGER Claude	BERENGER Serge
12	TOSSAN Philippe	TOSSAN Georges
13	VALETTE Joseph	GRITTERET Eddie
14	BALDINI Murielle	STEZYCKI Jacqueline
15	LE CHAPELAIN Joseph	DELORD Jean Michel
16	CAMILLA Jean Pierre	SOUMBOU Patrick
17	BAGARIA Damien	CARNIATO Fabrice
18	SOLAL Denys	MEUNIER Jean Louis

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 18 novembre 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
  
Le Président,

  
Jean LEONETTI

## RAPPORT 8 – SIEVI

### Liste des propositions

		Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Bézaudun Les Alpes	TAGGIASCO Gilles	LEWICKI Virginie
2	Bézaudun Les Alpes	POSSONI Jean-Louis	RODRIGUES Laetitia
3	Bouyon	MASCARELLI Jean Pierre	MONI Jean Pierre
4	Bouyon	GACHET Renée Paule	SCHNEIDER Gilles
5	Caussols	HUGUES Gilbert	FRANCONIERI Christophe
6	Caussols	CHAMBARD Jean Pierre	BEN SOUSSAN-CASTEL Stephane
7	Conségudes	TRASTOUR René	BAMBINI René
8	Conségudes	BINARELLI Mathieu	BAMBINI Cacilia
9	Coursegoules	DAO Corinne	CONTET Michel
10	Coursegoules	MINGHELLI Maurice	LEFEBVRE Pascal
11	Les Ferres	BERENGER Claude	BERENGER Serge
12	Les Ferres	TOSSAN Philippe	TOSSAN Georges
13	La Roque en Provence	VALETTE Joseph	GRITTERET Eddie
14	La Roque en Provence	BALDINI Murielle	STEZYCKI Jacqueline
15	Saint-Paul de Vence	LE CHAPELAIN Joseph	DELORD Jean Michel
16	Saint-Paul de Vence	CAMILLA Jean Pierre	SOUMBOU Patrick
17	Tourrettes-sur-Loup	BAGARIA Damien	CARNIATO Fabrice
18	Tourrettes-sur-Loup	SOLAL Denys	MEUNIER Jean Louis



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des affaires juridique et de la légalité  
Section intercommunalité  
Affaire suivie par : Françoise Suzzoni  
☐ 04.93.72.29.29  
☐ francoise.suzzoni@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le - 3 FEV. 2015

## ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ESTERON ET DU VAR INFÉRIEURS (SIEVI)

Le Préfet des Alpes-Maritimes,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 à L. 5211-19, L.5212-16 et L. 2224-7-1-1 à L. 2225-3 ;

**VU** la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant création du SIEVI du 27 septembre 1933 et les arrêtés portant modifications statutaires ;

**VU** la délibération du comité syndical du SIEVI du 30 septembre 2014, approuvant la modification de ses statuts ;

**VU** les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes approuvant la modification des statuts du syndicat à savoir :

Aiglun, Bézaudun les Alpes, Bouyon, Bonson, Conségudes, Coursegoules, Cuebris, Gattières, la Colle sur Loup, le Broc, les Ferres, Pierrefeu, Revest les roches, Roquestéron, Saint Laurent du Var, Saint Paul de Vence, Sigale, Toudon, Tourette du château, Tourrettes sur Loup et Vence ;

.../...

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

## ARRÊTE

Article 1er : Le SIEVI est transformé en syndicat à la carte.

Il est composé des communes suivantes : Aiglun, Bézaudun les Alpes, Bouyon, Conségudes, Coursegoules, Cuebris, les Ferres, Pierrefeu, Revest les roches, Roquestéron, Roquestéron-Grasse, Sigale, Saint Paul de Vence, Toudon, Tourette du château, Tourrettes sur Loup.

Article 2 : Les compétences optionnelles suivantes sont supprimées :

- maîtrise d'ouvrage déléguée « aménagements hydrauliques et paysagers des cours d'eau et vallons secs »
- assistance sécurité pour l'entretien des vallons secs
- maîtrise d'ouvrage des réseaux d'assainissement et station épuration
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux d'assainissement et station épuration

Article 3 : Les statuts sont modifiés en conséquence et joints en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes et le Président du SIEVI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
DACL/C 2174



Gérard GAVORY



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ESTERON ET DU VAR  
INFERIEURS

SIEVI

STATUTS

VUS POUR ETRE ANNEXES

A MON ARRETE EN DATE DU

- 3 FEV. 2005  
Fait à Fréjus le 4,  
Le Secrétaire Général  
DELOCH



Gérard GAVORY

### Article 1er : Nature juridique

Il a été formé en application des articles L. 163-1 et s. et L. 251-1 et s. du code des communes, désormais L.5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et entre les collectivités territoriales adhérents aux présents statuts, un syndicat intercommunal dénommé SYNDICAT INTERCOMMUNAL de L'ESTERON et du VAR INFERIEURS, dont le sigle est SIEVI.

Sur le fondement de l'article L.5212-16 du CGCT, pour une durée illimitée, le SIEVI est transformé en syndicat à la carte.

Il est composé des communes suivantes :

- Aiglun,
- Bézaudun-les-Alpes,
- Bouyon,
- Conségudes,
- Coursegoules,
- Cuébris,
- Les Ferres,
- Pierrefeu,
- Revest-les-Roches,
- Roquestéron,
- Roquestéron-Grasse,
- Sigale,
- Saint-Paul-de-Vence,
- Toudon,
- Tourette-du-Château,
- Tournettes-sur-Loup.

### Article 2 : Siège

Le siège du syndicat est fixé au SIEVI - 2458 route de la Grave - 06510 Carros.

Les réunions du bureau et du comité pourront se tenir sur le territoire des membres, dans les locaux du syndicat ou au Centre Administratif Départemental.

### Article 3 : Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

### Article 4 : Compétences

Le SIEVI est habilité à exercer pour le compte de ses membres les activités optionnelles définies au présent article. Tout membre adhère au SIEVI pour au moins l'une des compétences suivantes :

#### 4.1 : Alimentation en eau potable

Le syndicat peut exercer en lieu et place des membres, tout ou partie de la compétence eau potable au sens des dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT.

Chaque membre peut adhérer ainsi pour l'une ou l'autre des compétences suivantes ou les deux.

4.1.1 : La production par captage ou pompage à partir des sources d'Aiglun et de Bézaudun-les-Alpes ainsi que de toute source ou captage nouveau. Le SIEVI assure la protection du point de prélèvement, le traitement (notamment à partir de l'usine de traitement de Bouyon), le transport d'eau destinée à la consommation humaine.

Au titre de cette compétence, le SIEVI assure également la distribution des écarts, déjà desservis par le SIEVI au moment de la modification statutaire engagée en 2014, telles qu'annexées aux présents statuts.

4.1.2 : La distribution et le stockage d'eau destinée à la consommation humaine.

#### 4.2 - Assainissement non collectif

Le syndicat exerce en lieu et place des membres adhérents, et sur leur territoire la compétence assainissement non collectif, au sens des dispositions de l'article L.2224-8, III du CGCT afin d'assurer les obligations réglementaires de contrôle et éventuellement les services complémentaires prévues par ce texte.

### Article 5 – Conditions d'adhésion

5.1 Le SIEVI est un syndicat à la carte, de sorte que chaque membre peut adhérer pour tout ou partie seulement des compétences exercées par celui-ci conformément aux présents statuts (article L. 5212-16 du CGCT).

5.2 - La demande d'admission d'un nouveau membre du syndicat doit être adoptée dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales en matière de modification statutaire et notamment par ses articles L 5211-18 et L 5211-19.

5.3 - L'adhésion d'un membre du syndicat à une nouvelle compétence s'opère par délibération de l'organe délibérant du membre et par délibération concordante du collège concerné (les membres déjà compétents pour ladite compétence).

5.4 - seuls prennent part aux décisions relatives à l'exercice d'une compétence les membres ayant adhéré à ladite compétence. Tous les membres délibèrent en revanche dès lors que la question inscrite à l'ordre du jour concerne les affaires générales du syndicat. Tel est le cas notamment en matière d'élection de ses instances internes (Présidence, Bureau, etc.).



## Article 6 – Tableau des adhésions

	Production d'eau potable et distribution ponctuelle (Ecart) matérialisés en annexe	Distribution et stockage d'eau potable	Assainissement non collectif
Aiglun	X	X	
Bézaudun-les-Alpes	X	X	X
Bouyon	X (Ecart)		X
Conségudes	X	X	X
Coursegoules	X	X	X
Cuébris	X	X	X
Les Ferres	X	X	X
Pierrefeu	X	X	X
Revest-les-Roches			X
Roquestéron	X (Ecart)		X
Roquestéron-Grasse	X	X	X
Saint-Paul	X (Ecart)		
Sigale	X	X	X
Toudon	X (Ecart)		X
Tourette-du-Château			X
Tourrettes-sur-Loup	X (Ecart)		X

## Article 7 : Autres modes de coopération

### 7.1 - Conventions passées avec les membres

Conformément au code général des collectivités territoriales, le syndicat peut conclure des conventions avec ses membres dans le respect des règles fixées par ledit code et des règles de la commande publique.

### 7.2 - Conventions passées avec les tiers

Dans la limite de l'objet du syndicat défini aux présents statuts et du principe de spécialité, le syndicat peut assurer des prestations de services et autres conventions pour les collectivités ou EPCI non membres. Les modalités de son intervention seront alors fixées par voie de conventions conclues dans le respect des dispositions en vigueur, notamment celles du Code des marchés publics.

Les conventions, les prestations de services signées par le syndicat avec d'autres personnes publiques sont autorisées, dans les limites des textes en vigueur, de la jurisprudence et, lorsqu'elles s'appliquent, des obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le syndicat peut notamment signer des conventions de vente d'eau.

## Article 8 : Comité syndical

### 8.1 - Composition

Le Syndicat est administré par un Comité composé de délégués élus par le l'organe délibérant de chaque membre.

La représentation des membres au sein du comité est fixée à deux délégués titulaires par membre.

Chaque délégué devra disposer d'un suppléant désigné par l'organe délibérant du membre, appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du titulaire.

### 8.2 - Fonctionnement

8.2.1 : Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernées par l'affaire mise en délibération.

8.2.2 : Le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du CGCT.

Le comité du syndicat peut former pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

## Article 9 : Bureau

Le bureau est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et éventuellement d'autres membres. La composition du bureau est fixée par le comité syndical dans les conditions du CGCT.

## Article 10 : Budget et contribution des membres

Des budgets séparés sont établis selon les compétences.

L'ensemble des délégués des membres adhérents à une compétence vote pour le budget correspondant à la compétence. Les budgets seront préparés préalablement au vote avec la participation des membres concernés. Les dépenses de fonctionnement seront réparties entre les différentes compétences.

Pour *la compétence alimentation en eau potable* il n'y a pas de contribution des membres, sous réserve de la mise en œuvre des dérogations légales en la matière.

Pour *la compétence assainissement non collectif*, les recettes du SIEVI seront constituées des redevances liées au service dont le montant sera voté par les membres représentant les membres concernées et perçues auprès des usagers du service.

## Article 11 : Règlement intérieur

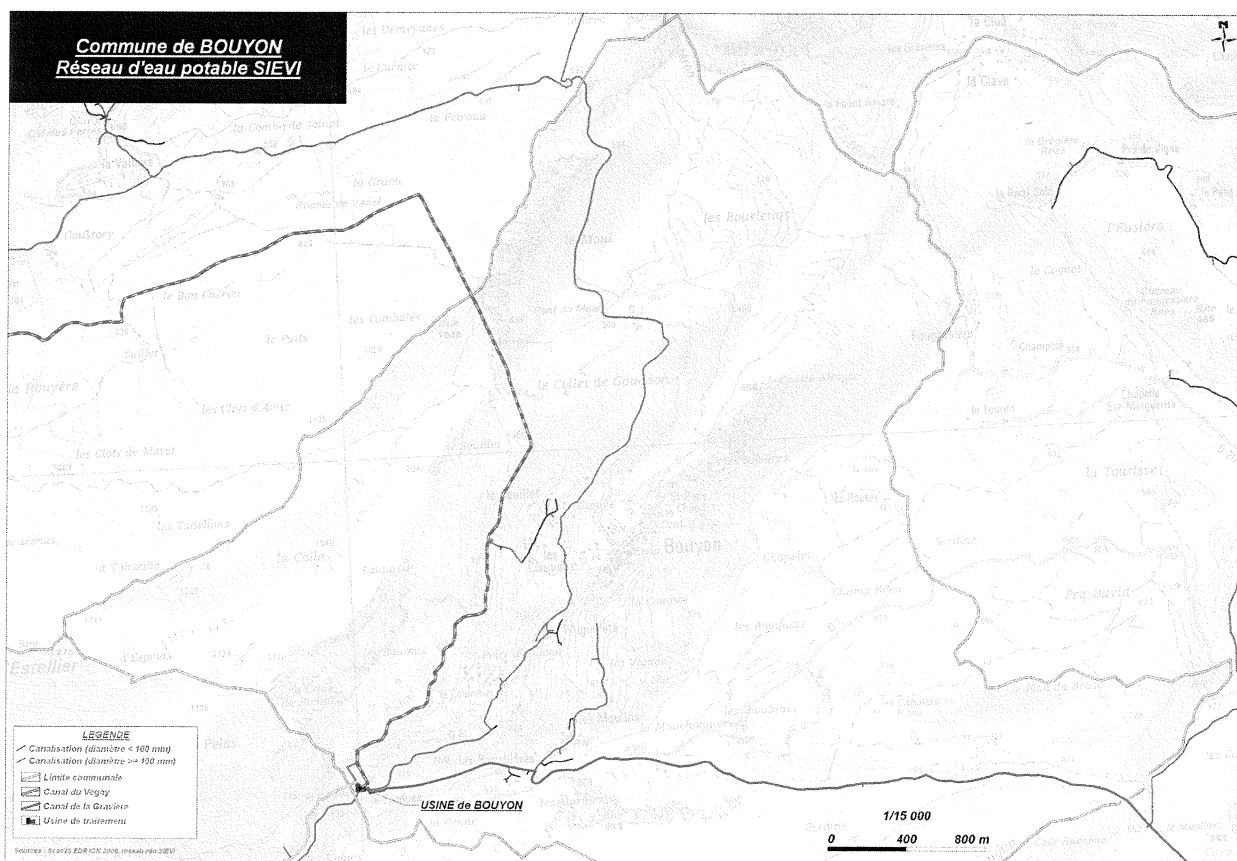
Un règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du Syndicat.

## Article 12 : Trésorier

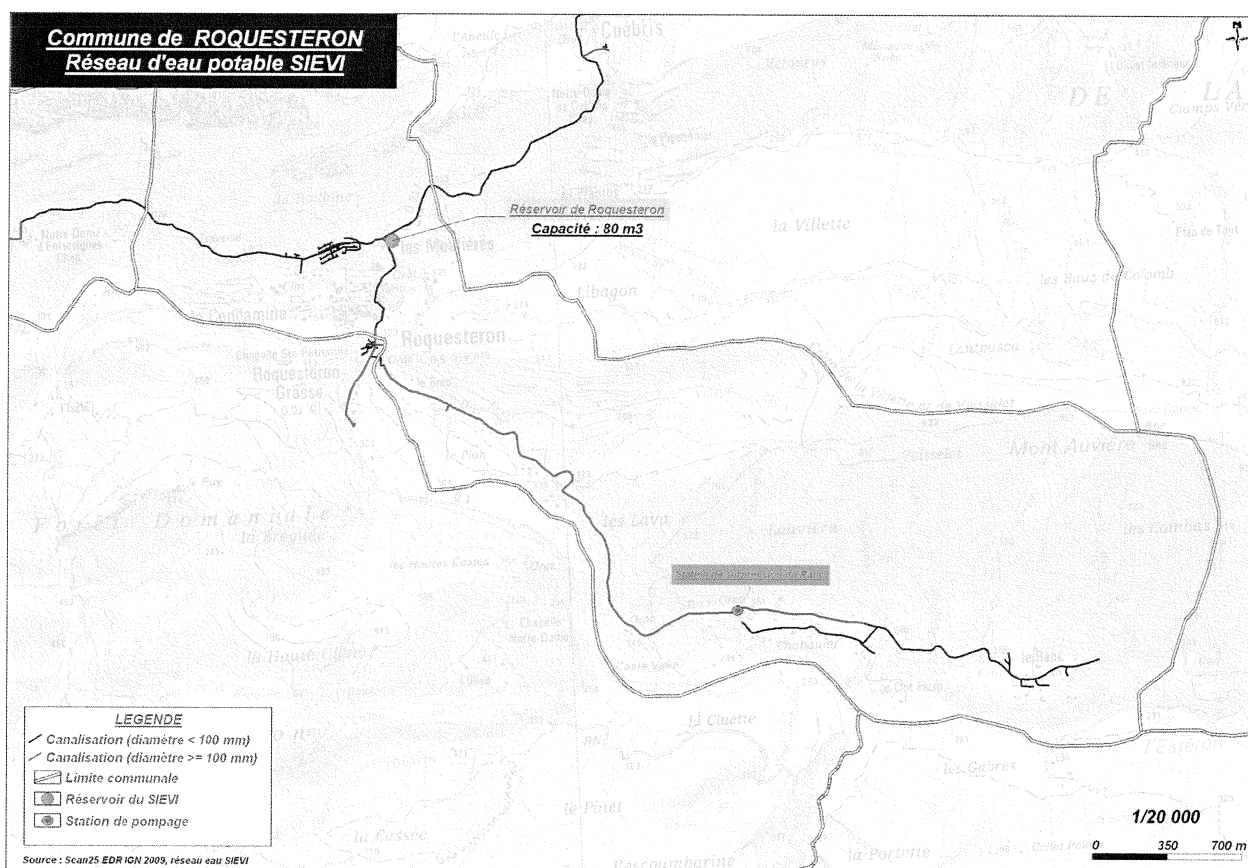
Les fonctions de trésorier du syndicat sont exercées par la Trésorerie de Saint-Laurent-du-Var domiciliée 54 rue de l'Ancien Pont à SAINT-LAURENT-DU-VAR (06700).

# ANNEXES – PLANS DE DISTRIBUTION DES ECARTS

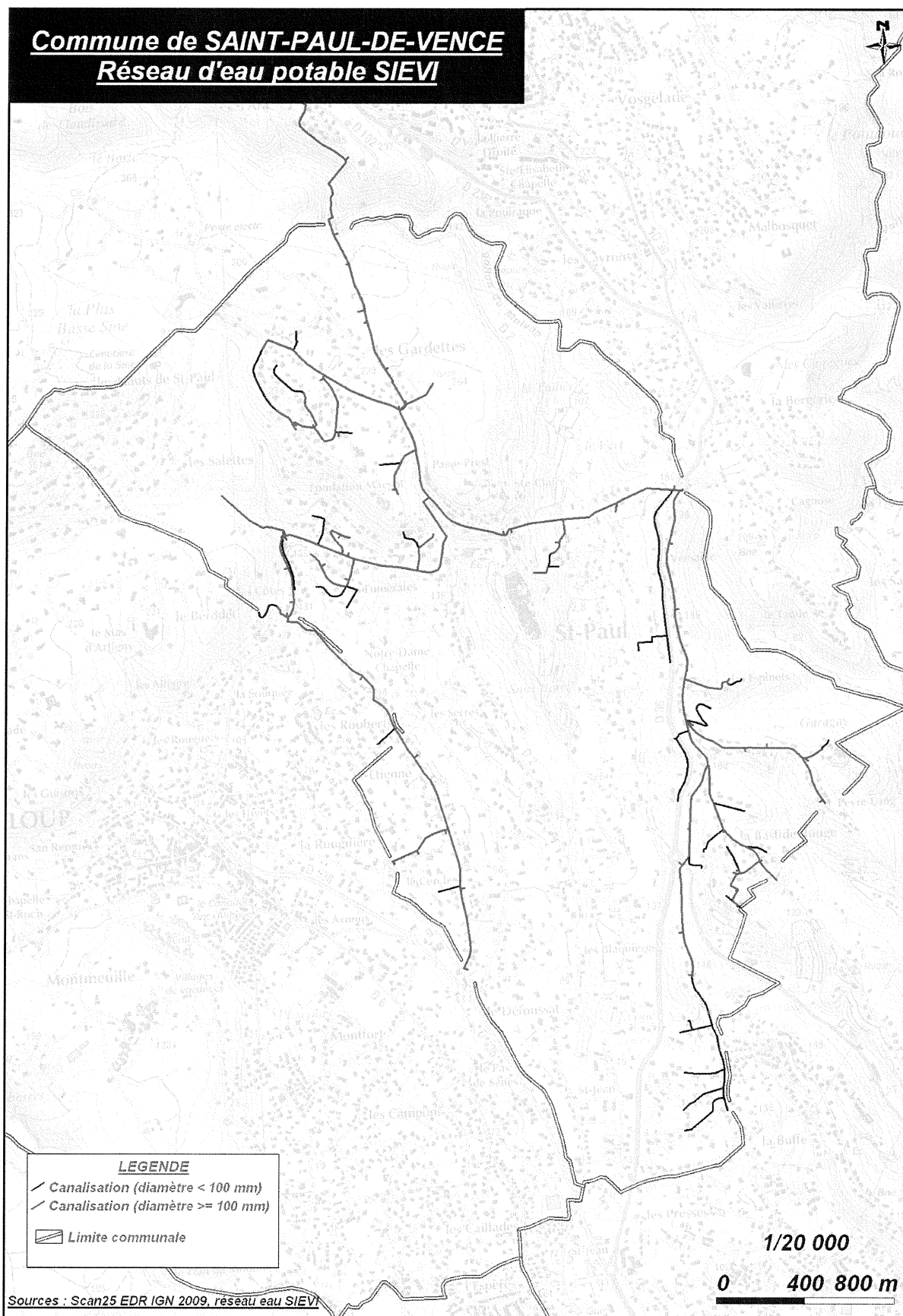
## Annexe 1/5 – Commune de BOUYON

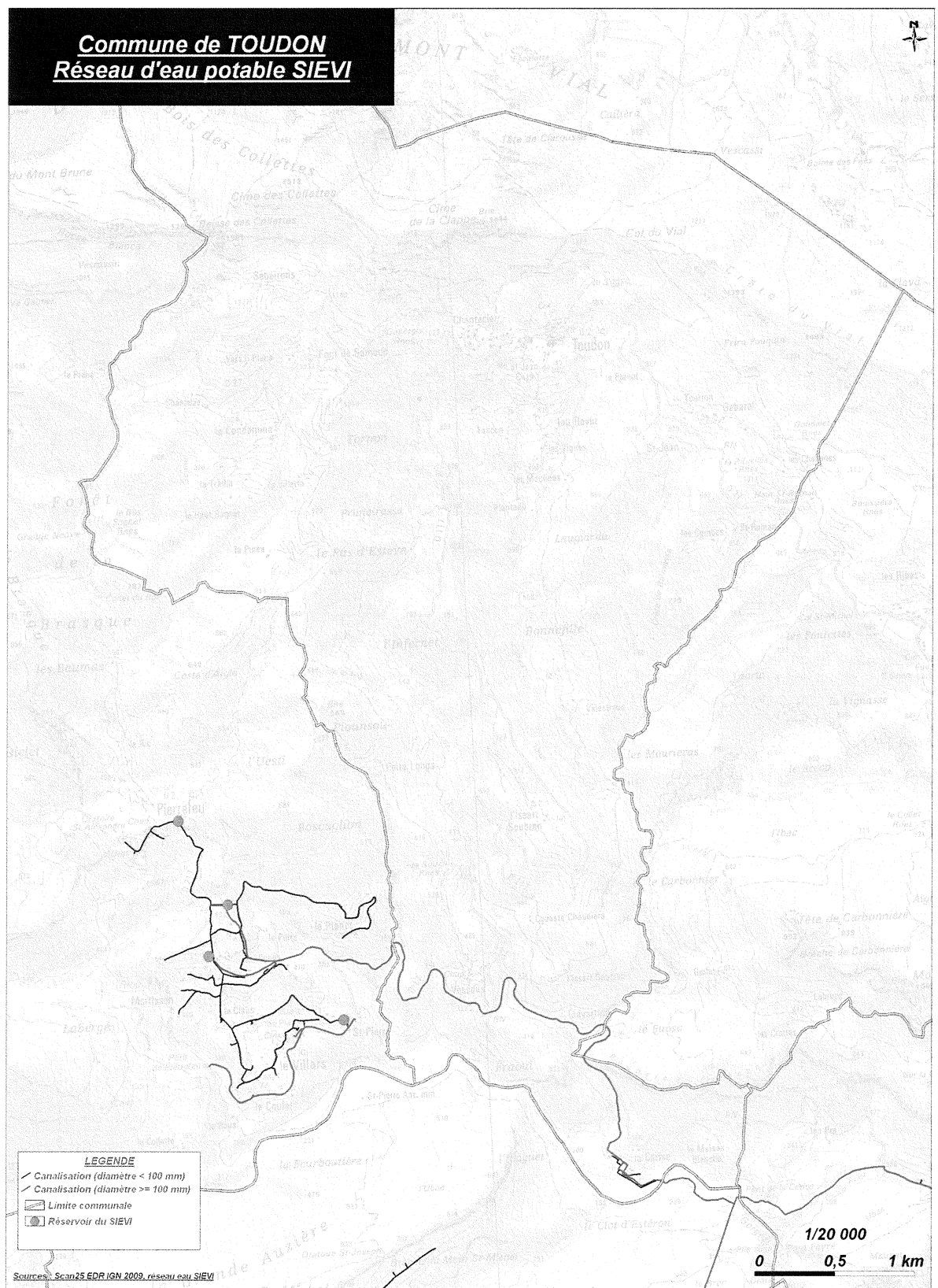


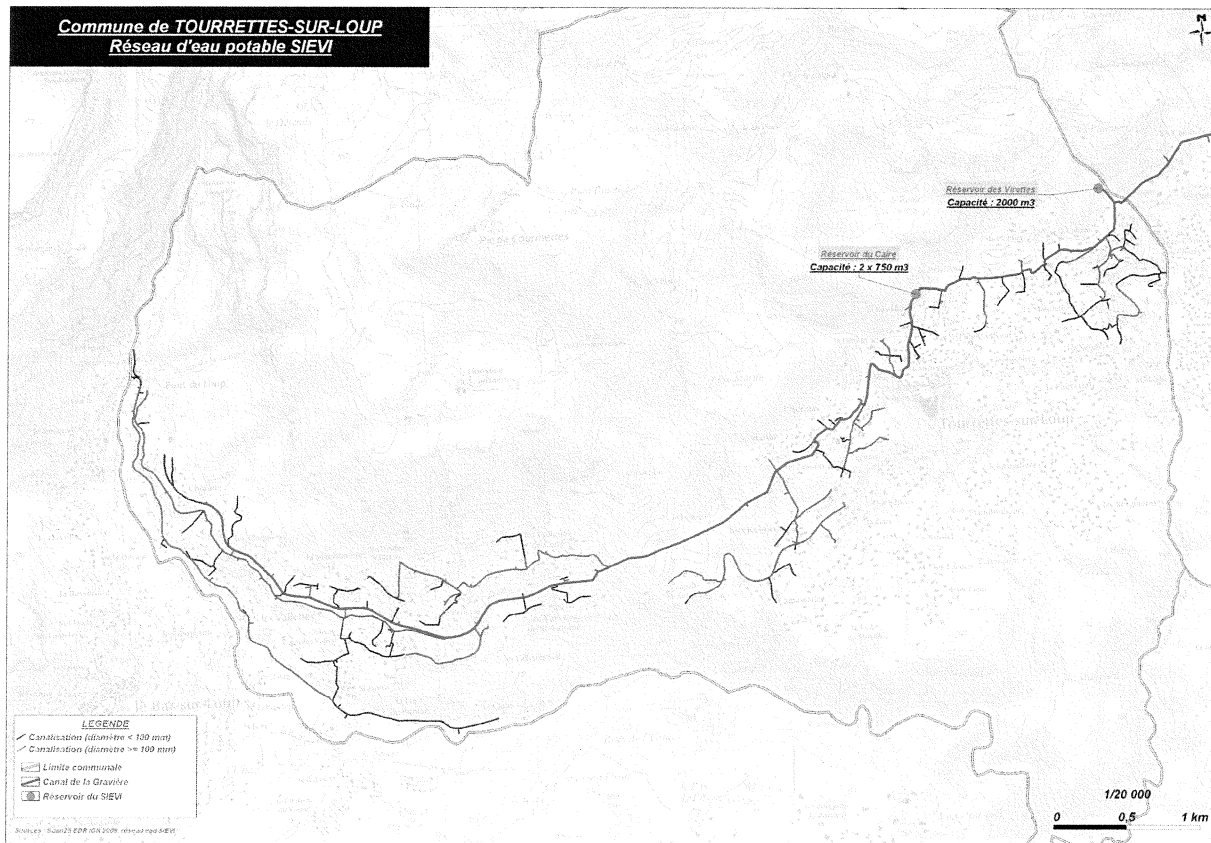
## Annexe 2/5 – Commune de ROQUESTERON











*A l'unanimité, le comité « toutes compétences » décide :*

- De modifier les statuts du syndicat ci-dessus présentés pour :
  - Prendre acte de son nouveau périmètre suite au retrait des communes de Carros, Gilette, Bonson, Le Broc et Gattières qui ont rejoint la Métropole NCA,
  - Le transformer en syndicat à la carte afin de mettre à jour les statuts au regard des compétences réellement exercées par le syndicat,
- De notifier la présente délibération et les statuts modifiés à chacune des communes membres, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à charge pour celles-ci d'en délibérer et de faire connaître leur position dans le délai réglementaire de trois mois.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.

LE PRÉSIDENT





**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 18/11/2019  
Numéro : CC\_2019\_174  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Syndicat Intercommunal de l'Esteron et du Var Inférieurs  
SIEVI - Modification substitution  
Matière : 5.3 - Designation de representants

**Interlocuteur**

Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : tWHlmtT

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 02/12/2019  
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC\_2019\_174-DE

**Acte reçu**

Date : 18/11/2019  
Numéro interne : CC\_2019\_174  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 3  
Objet : Syndicat Intercommunal de l'Esteron et du Var Inférieurs SIEVI - Modification substitution  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20191118-CC\_2019\_174-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20191118-CC\_2019\_174-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20191118-CC\_2019\_174-DE-1-1\_3.PDF

N